

FPM

Pour l'inclusion financière en RD Congo

SECTEUR ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN 2021 : PERSPECTIVES

VEILLE SECTORIELLE
1^{er} SEMESTRE 2021



KFW

cfef
Centre Français d'Études
Économiques et Financières



Cordaid



incofin
co.vso
Recherche



**LA FRANCE
EN R.D. CONGO**
Unis pour avancer



Veille sectorielle

1^{er} semestre 2021

FPM ASBL
17, Avenue Kauka Q/Batetela,
Commune de la Gombe/Kinshasa
Tel. +243 (0) 99 200 61 39
<http://www.fpm.cd>

Contenu

1. Aperçu de l'environnement économique international.....	4
1.1. Zone Euro	6
1.2. Etats-Unis	6
1.3. Autres pays avancés	7
1.4. Pays émergents et en développement	7
1.5. Afrique Subsaharienne	8
2. Aperçu de l'environnement économique en RDC.....	9
2.1. Contexte socio-politique.....	9
2.2. Aperçu économique.....	10
2.3. Evolution du secteur financier.....	11
3. Activités du FPM.....	13
3.1. Activités transversales du FPM ASBL	13
3.2. Focus sur les activités du FPM SA.....	14

Résumé

Plus d'un an après l'apparition de la COVID-19 qui a bouleversé le monde entier et entraîné un changement sans précédent du mode de vie des populations, l'économie mondiale connaît une reprise exceptionnellement forte mais inégale. À la suite des mesures répandues à travers le monde pour endiguer la propagation du virus, force est de constater que la situation diffère selon les économies et l'accessibilité au vaccin.

Au cours du premier semestre 2021, l'activité économique mondiale a pris un élan significatif après une contraction de 3,5 % en 2020 causée par la pandémie de COVID-19. Dans les économies avancées, le rebond devrait s'accélérer au cours du second semestre de 2021 alors qu'un plus grand nombre de pays poursuivent la vaccination généralisée et rouvrent progressivement leurs frontières. La croissance devrait atteindre 5,6 % cette année, son rythme le plus rapide depuis près de cinq décennies. Cette reprise est inégale et reflète en grande partie la forte reprise de certaines grandes économies – notamment les États-Unis, en raison d'un soutien budgétaire important – dans un contexte d'accès très inégal aux vaccins.

La production en Afrique subsaharienne s'est contractée de 2,4 % en 2020 à la suite de la COVID-19, soit une récession moins forte qu'initialement prévu. La croissance a progressivement repris cette année, à la faveur des retombées positives du renforcement de l'activité économique mondiale, avec notamment une hausse des prix du pétrole et des métaux, et des progrès accomplis dans la lutte contre la pandémie, en particulier en Afrique de l'Ouest et Centrale. L'activité s'est partiellement redressée dans les trois plus grandes économies de la région – Angola, Nigéria et Afrique du Sud. En perspective, la croissance devrait reprendre pour atteindre 2,8 % cette année et s'accélérer à 3,3 % en 2022, soutenue par l'augmentation de la demande extérieure, essentiellement en provenance de la Chine et des États-Unis, la hausse des prix des produits de base et l'endiguement de la pandémie.

Sur le plan national, face aux différents événements survenus durant ce premier semestre, notamment l'éruption du Nyiragongo fin mai, l'aggravation des violences dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, la nomination d'un nouveau premier ministre en la personne de Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge qui a formé son gouvernement à mi-avril ainsi que le début de la vaccination en avril 2019, il est attendu une croissance économique de 2,5 % en 2021, soit une progression de 212,5 % par rapport au score de 2020. Il est aussi à noter que le taux de change est maintenu stable et se fixe à 1989 CDF le dollar américain à juin 2021, les réserves internationales ont doublé de 0,7 milliard USD à 1,4 milliards USD entre janvier et juin, et le taux directeur est passé de 18,5 % en février à 8,5 % en juin 2021.

Du secteur financier congolais, il ressort que les banques ainsi que les institutions de microfinance ont fait montre d'une reprise des activités, forte et également soutenue ; à partir des données provisoires du secteur, l'encours de crédit et le volume de dépôts du secteur de la microfinance sont estimés respectivement à 174 MUSD et 272 MUSD à juin 2021, soit une hausse de 17,6 % et 12,4 % par rapport à décembre 2020. Et pour le secteur bancaire, les dépôts et les crédits à la clientèle se sont établis respectivement à 9,15 milliards USD et 3,88 milliards USD, soit une croissance respective de 11,6 % et 7,5 % par rapport à décembre 2020.

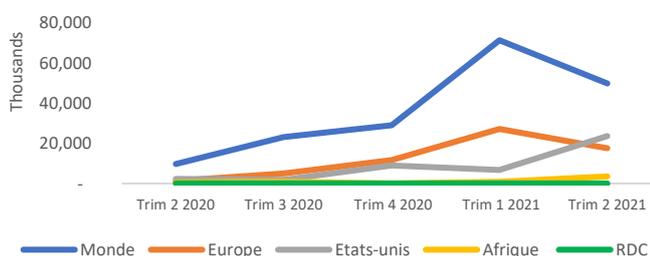
Pour le FPM, ses actions, en ce premier semestre 2021, ont été marquées par la finalisation de la mise en œuvre des activités d'assistance technique de crise lancées au mois d'août 2020 ainsi que par la mise en œuvre des activités d'assistance technique classique qui visent essentiellement à répondre aux priorités de gestion des institutions partenaires suivant leurs spécificités. En sus, le fonds a poursuivi ses actions de financement des institutions financières partenaires (IFP), particulièrement dans le secteur de la microfinance, dans un environnement économique marqué par la reprise des activités de suite de la crise sanitaire de la Covid-19.

1. Aperçu de l'environnement économique international : Reprise de la croissance économique mondiale mais inégalement répartie

Au cours du premier semestre 2021, l'environnement économique international a été marqué par une reprise économique vigoureuse mais inégale. La reprise économique est inégale selon les pays et les secteurs, les perturbations et l'ampleur des mesures de soutien induites par la pandémie étant variées. Les perspectives ne dépendent pas uniquement de l'issue du combat entre le virus et les vaccins mais reposent aussi sur la capacité des mesures économiques déployées à limiter efficacement les dommages durables provoqués par cette crise sans précédent dans un climat de grande incertitude.

La Covid-19 continue de se propager, en particulier dans de nombreuses économies émergentes et en développement alors que le déploiement des vaccins est inégal. Bien que le commerce mondial bénéficie de la reprise mondiale, il est limité par des goulets d'étranglement au niveau de l'offre et des restrictions de voyage. Les conditions financières, bien qu'encore faibles, se sont quelque peu resserrées, les rendements mondiaux ayant augmenté en raison notamment de la hausse des prévisions d'inflation. Presque tous les prix des produits de base ont été stimulés par la reprise mondiale, certains prix étant encore plus élevés en raison de facteurs liés à l'offre.

Graphique 1 : Dynamique de la pandémie de la COVID-19 par trimestre



Source : nCoV19¹

¹ Site web officiel ayant pour objectif de faciliter l'accès aux informations sur la Covid-19 pour tous les pays. (<https://ncov2019.live/data/world>)

Cette propagation de la pandémie fait du contrôle de cette dernière la priorité absolue des décideurs politiques. Il sera pénible de lancer des reprises économiques durables tant que l'endiguement ne sera pas réalisé grâce à des efforts de vaccination généralisés et équitables. Néanmoins, des signes encourageants d'une solide reprise macroéconomique, après les effets délétères de la pandémie, ont été observés ces derniers mois. Un environnement extérieur favorable a contribué à soutenir l'activité : le renforcement de la demande extérieure a stimulé les exportations de matières premières et de biens commercialisés, tandis que les conditions financières mondiales toujours favorables ont permis d'alléger le fardeau de la lourde dette de nombreux gouvernements et entreprises des pays émergents.

Selon la Banque mondiale, dans de nombreuses économies, les banques centrales devront soigneusement mettre en balance la faiblesse persistante de la demande intérieure et les pressions inflationnistes à court terme. Les prévisions et les anticipations d'inflation basées sur des modèles indiquent une hausse du niveau des prix en 2021 qui dépassera les fourchettes cibles dans environ la moitié des EMDE² à cible d'inflation.

Après une contraction de 3,2 % causée par la pandémie de la Covid-19 en 2020, l'activité économique mondiale a pris un élan significatif avec un taux prévisionnel à 6 % pour 2021.

La pandémie continue de faire des ravages, en particulier dans les pays émergents et en développement. Depuis que la Covid-19 a commencé à se propager, le virus a infecté au moins 160 millions de personnes et causé plus de 3 millions de décès. Des centaines de milliers de nouveaux cas sont signalés chaque jour et la Banque mondiale estime que le nombre de cas non signalés est considérable, notamment en Asie du Sud. Les flambées mondiales du virus se sont produites en plusieurs vagues, chacune

² EMDE pour *Emerging market and developing economies* (en français, Marchés émergents et économies en développement)

atteignant un taux d'infection quotidien plus élevé que la précédente. Les récentes flambées ont touché de manière disproportionnée l'Inde et, dans une moindre mesure, certains autres grands EMDE comme le Brésil.

Tableau 1 : Croissance économique des pays avancés

PIB réel (%)	2019	2020	2021p	2022p
Monde	2,8	-3,2	6,0	4,9
Économies avancées	1,6	-4,6	5,6	4,4
États-Unis	2,2	-3,5	7,0	4,9
Zone Euro	1,3	-6,5	4,6	4,3
Allemagne	0,6	-4,8	3,6	4,1
France	1,8	-8,0	5,8	4,2
Italie	0,3	-8,9	4,9	4,2
Japon	0,0	-4,7	2,8	3,0
Royaume-Uni	1,4	-9,8	7,0	4,8
Canada	1,9	-5,3	6,3	4,5
Autres pays avancés³	1,9	-2,0	4,9	3,6

Source : FMI (juillet 2021)

L'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6,0 % en 2021, affichant ainsi un rebond post-récession d'une ampleur sans précédent en 80 ans. Cette reprise tient en grande partie au redressement vigoureux de quelques grandes économies, qui connaîtront une reprise plus rapide grâce aux plans de soutien massifs, tandis que de nombreuses économies émergentes et en développement (EMDE) sont encore aux prises avec la pandémie de COVID-19 et ses retombées, indique la Banque mondiale dans sa dernière édition des perspectives économiques mondiales.

Ce redressement dans les grandes économies est stimulé par une forte demande en équipements électriques et électroniques, en équipements de protection personnelle et en autres produits manufacturés ; le commerce mondial de marchandises dépasse déjà les niveaux enregistrés avant la pandémie, précise le département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UN, mai 2021). Dans son rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale de mi-2021 », il est souligné que les économies tributaires de l'industrie manufacturière se sont mieux portées pendant la crise et au cours de la période de relance, mais qu'une reprise rapide semble improbable pour

celles qui dépendent du tourisme et des matières premières. Le commerce des services, notamment touristiques, restera faible en raison de la lenteur avec laquelle les restrictions applicables aux voyages internationaux sont levées et de la crainte de nouvelles vagues de contamination dans de nombreux pays en développement.

Les perspectives de croissance ont été révisées à la hausse pour 2021-2022 en raison de la poursuite de la normalisation attendue au second semestre 2021, avec le déploiement des vaccins et un soutien budgétaire supplémentaire. L'amélioration significative des perspectives de l'économie américaine découle de l'impact de la législation prévue pour stimuler l'investissement dans les infrastructures et renforcer le filet de sécurité sociale au second semestre 2021. Ce changement est partiellement compensé par la révision à la baisse des prévisions pour le Japon en 2021, en raison du durcissement des restrictions au cours du premier semestre de l'année et de l'augmentation du nombre de cas de covid.

Malgré la reprise, la production mondiale fin 2021 sera inférieure d'environ 2 % aux prévisions pré-Covid. Dans les deux tiers des économies émergentes et en développement, les pertes de revenu par habitant subies en 2020 ne seront pas recouvrées en 2022. Dans les pays à faible revenu où la vaccination a pris du retard, les effets de la pandémie ont effacé les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et aggravé l'insécurité et d'autres problèmes de longue date.

Parmi les grandes économies, les États-Unis devraient afficher une croissance de 7 % cette année, grâce aux importantes mesures de soutien budgétaire et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. La croissance se raffermira également dans les autres économies avancées, mais dans une moindre mesure.

Échange international : Redressement progressif du commerce mondial

Le commerce mondial a continué à se redresser ; toutefois, la vigueur de sa croissance devrait être freinée par le déplacement de l'activité de l'industrie manufacturière vers le secteur des

³ Les « autres pays avancés » incluent les autres pays de la zone Euro et les pays hors G7 (G7 : Allemagne, Canada, „États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni).

services domestiques à faible intensité de commerce dans les pays où le nombre de cas de Covid-19 a diminué.

Marchés financiers

Les conditions financières se sont durcies mais restent généralement favorables. Les coûts d'emprunt mondiaux ont augmenté car les attentes d'une croissance future plus forte et d'une inflation plus élevée ont fait grimper les rendements à long terme des obligations d'État. Jusqu'à présent, ces évolutions ont été nettement moins perturbatrices pour les conditions financières mondiales et celles des pays émergents et en développement que le *taper tantrum*⁴ de 2013, lorsque les attentes d'un resserrement de la politique monétaire américaine avaient déclenché la volatilité des marchés financiers mondiaux.

Marché des matières premières : Hausse des prix des produits de base au premier semestre 2021

Les prix des produits de base ont connu une forte hausse en 2021, nombre d'entre eux dépassant désormais largement leur niveau d'avant la pandémie. Les prix du pétrole se sont nettement redressés, atteignant jusqu'à présent une moyenne de 60 dollars le baril mi-2021 contre une moyenne de 46 dollars à fin décembre 2020. Les prix ont été soutenus par le raffermissement graduel de la demande et la poursuite de la limitation de la production au sein de l'OPEP⁵, même si le groupe diminue progressivement l'ampleur de ses réductions de production à mesure que le marché se redresse. Toutefois, la reprise des prix du pétrole a été partiellement freinée par l'incertitude concernant l'évolution de la pandémie et son impact potentiel sur la demande future de pétrole.

Les prix du pétrole devraient atteindre une moyenne de 62 dollars le baril en 2021 et 2022. La demande de pétrole devrait continuer à se raffermir au cours du second semestre de 2021 mais ne retrouvera pas son niveau pré-pandémique avant 2023 (après un pic autour des 80 dollars fin 2018, il évolue entre 60 et 70 dollars le baril depuis 1 an et demi), le manque à gagner

étant principalement dû à la consommation modérée de carburéacteur (AIE 2021).

Les prix des métaux de base ont fortement augmenté cette année, soutenus par la persistance d'une forte demande en Chine ainsi que par la reprise dans le reste du monde. Les prévisions pour les prix des métaux en 2021 ont été fortement révisées à la hausse, et l'on s'attend maintenant à ce que les prix soient en moyenne 36 % plus élevés en 2021 par rapport à l'année précédente, avant de retomber l'année suivante, en 2022, lorsque certaines contraintes d'approvisionnement s'atténueront.

1.1. Zone Euro

La lenteur du déploiement des vaccins et la nécessité de maintenir des restrictions strictes en matière de mobilité face à des variants plus transmissibles ont freiné le rythme de la reprise au premier semestre. La zone Euro devrait connaître une forte reprise au second semestre 2021, parallèlement à l'accélération attendue des vaccinations et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie.

En 2021, la croissance devrait atteindre 4,6 %, soit 0,6 point de pourcentage de plus que les prévisions de janvier, et se stabiliser autour de 4,3 % en 2022, les pays membres mettant progressivement fin aux mesures de lutte contre la pandémie, ce qui permettra de continuer à libérer la demande refoulée. Le décaissement des subventions et des prêts de l'UE de nouvelle génération contribuera également à la reprise au cours de la période de prévision, en aidant à financer divers investissements favorisant la croissance, notamment les infrastructures vertes et numériques.

1.2. États-Unis

L'économie américaine se remet plus rapidement que ses homologues du choc de la pandémie, grâce à des allègements fiscaux plus importants. L'envolée des revenus des particuliers a stimulé la consommation, qui devrait se raffermir à mesure que les ménages réduisent leur taux d'épargne par rapport à des niveaux historiquement élevés. La signature de

⁴ L'expression *taper tantrum* décrit la flambée en 2013 des rendements du Trésor américain, résultant de l'annonce par la Réserve fédérale d'une future réduction de sa politique d'assouplissement quantitatif.

⁵ L'OPEP+ n'est autre que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés dirigés par la Russie.

L'*American Rescue Act* en mars 2021 a offert 1 900 milliards de dollars d'aide budgétaire supplémentaire, portant l'aide budgétaire cumulée depuis le début de la pandémie à plus d'un quart du PIB, un niveau de soutien sans précédent en temps de paix. La vaccination se poursuit à un rythme soutenu et devrait être généralisée d'ici juillet 2021.

Au total, la croissance américaine devrait atteindre 7,0 % en 2021, son rythme le plus rapide depuis 1984 grâce à de nouveaux allègements fiscaux à grande échelle et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. Elle devrait ensuite se ralentir pour atteindre un taux de 4,9 % en 2022, l'impulsion budgétaire commençant à s'estomper.

1.3. Autres pays avancés

La vaccination plus rapide que prévu dans certaines économies avancées renforce les perspectives de croissance. Les ventes au détail, la production industrielle et la construction ont dépassé ou s'approchent des niveaux pré-pandémiques, tandis que la consommation de services reste faible.

Malgré un début de reprise, l'emploi reste bien en deçà des tendances pré-pandémiques et des niveaux atteints à un moment similaire de la reprise qui a suivi la crise financière mondiale. L'endiguement éventuel de la pandémie devrait libérer une importante demande refoulée, les ménages dépensant leur épargne excédentaire.

Au Japon, après un rebond au second semestre 2020, l'économie japonaise s'est à nouveau contractée au début de l'année 2021, plombée par des mesures de verrouillage ciblées dans un contexte de résurgence de la Covid-19. L'activité devrait se redresser, car la forte diminution du nombre de cas de Covid-19 permet un assouplissement continu des mesures de verrouillage et le soutien budgétaire se répercute de plus en plus sur l'activité intérieure.

La production japonaise devrait augmenter de 2,8 % en 2021, soit 0,4 point de pourcentage de plus que les prévisions de janvier, reflétant le raffermissement de l'activité économique intérieure et la robustesse de la demande extérieure. Les Jeux olympiques de Tokyo de 2021 se dérouleront sans spectateurs étrangers,

ce qui limitera leurs retombées économiques. La croissance devrait se situer à 3,0 % en 2022.

1.4. Pays émergents et en développement

Les actifs des pays émergents ont remarquablement bien résisté au cours de l'année écoulée, déjouant les sombres prévisions formulées lorsque la pandémie de Covid-19 a éclaté. À l'évidence, les énormes injections de liquidités des banques centrales des pays avancés ont aidé. Mais certains pays émergents ont également dégagé une plus grande marge d'action ; ils ont notamment adopté des mesures non conventionnelles de politique monétaire que beaucoup auraient cru réservées aux pays avancés.

Les prévisions du FMI sont révisées à la baisse de 0,4 point de pourcentage en 2021 par rapport à celles fournies au mois d'avril, soit 6,3 %, en grande partie à cause de la révision à la baisse de la croissance des économies asiatiques émergentes. Les perspectives de croissance en Inde ont été revues à la baisse à la suite de la deuxième vague sévère de la Covid-19 en mars-mai et de la lenteur attendue de la reprise de la confiance après ce revers.

Tableau 2 : Projection des perspectives économiques des pays émergents et en développement

PIB réel (%)	2019	2020	2021p	2022p
Pays émergents et économies en développement	3,7	-2,1	6,3	5,2
Pays émergents et en développement d'Europe	2,5	-2,0	4,9	3,6
Pays émergents et en développement d'Asie	5,4	-0,9	7,5	6,4
Chine	6,0	2,3	8,1	5,7
Inde	4,0	-7,3	9,5	8,5
Russie	2,0	-3,0	4,4	3,1
Amérique latine et Caraïbes	0,1	-7,0	5,8	3,2
Brésil	1,4	-4,1	5,3	1,9
Mexique	-0,2	-8,3	6,3	4,2
Arabie saoudite	0,3	-4,1	2,4	4,8
Afrique subsaharienne	3,2	-1,8	3,4	4,1
Afrique du Sud	0,2	-7,0	4,0	2,2
Angola	-0,6	-5,2	0,5	3,3
Nigeria	2,2	-1,8	2,5	2,6

Source : FMI (juillet 2021)

Après avoir progressé de 2,3 % en 2020, la production en Chine a continué de se redresser, passant progressivement des investissements publics et des exportations à la consommation intérieure. La politique est passée du soutien de l'activité à la réduction des risques pour la stabilité financière. Le soutien au crédit et les dépenses d'infrastructure, qui avaient initialement alimenté une grande partie de l'accélération de l'investissement, ont ralenti. Les défauts de paiement de la dette, y compris pour les entreprises publiques, ont continué à augmenter.

La croissance de la Chine devrait rebondir à 8,1 % cette année, reflétant la libération de la demande refoulée. Cela représente une révision à la hausse des prévisions de 0,2 point de pourcentage par rapport à avril 2021, en grande partie due aux attentes d'une demande étrangère plus forte. Dans un contexte de diminution du soutien fiscal et monétaire et de durcissement de la réglementation immobilière et macroprudentielle, la croissance devrait se modérer en 2022, pour atteindre 5,7 %.

Au Nigeria, la croissance devrait rebondir à 2,5 % en 2021 et 2,6 % en 2022, sous réserve d'une hausse des prix du pétrole, des réformes structurelles dans ce secteur et d'une gestion des taux de change flexible et fondée sur le marché. L'Afrique du Sud devrait afficher une croissance de 4,0 % cette année et de 2,2 % en 2022. Les pressions budgétaires et la faible augmentation des investissements publics assombrissent les perspectives à court terme du pays, dont la croissance potentielle continue d'être entravée par des obstacles structurels. En Angola, la croissance devrait atteindre 0,5 % en 2021 et 3,3 % en 2022, soutenue par la hausse des prix pétroliers et des dépenses publiques.

1.5. Afrique subsaharienne

Selon les dernières estimations, la production en Afrique subsaharienne s'est contractée de 1,8 % en 2020 à la suite de la Covid-19, soit une récession moins forte qu'initialement prévu. La croissance a progressivement repris cette année, à la faveur des retombées positives du

renforcement de l'activité économique mondiale, avec notamment une hausse des prix du pétrole et des métaux, et des progrès accomplis dans la lutte contre la pandémie, en particulier en Afrique de l'Ouest et centrale. La crise sanitaire a eu pour effet de creuser les déficits budgétaires et d'accroître le niveau des dettes publiques, aggravant les risques de surendettement dans certains pays.

L'activité s'est partiellement redressée dans les trois plus grandes économies de la région – Angola, Nigeria et Afrique du Sud. De nombreux pays exportateurs de produits industriels et agricoles ont connu une grave récession l'année dernière. Dans les pays tributaires du tourisme, le nombre de visiteurs étrangers est pratiquement tombé à zéro et le secteur touristique tournera probablement au ralenti jusqu'à ce que l'élargissement des campagnes vaccinales permette de rouvrir les frontières. Même si la situation s'est améliorée, la pandémie de Covid-19 a continué de porter atteinte à la santé, à la scolarisation, à l'investissement et à la croissance économique.

En perspective, la croissance devrait reprendre pour atteindre 3,4 % cette année, et s'accélérer à 4,1 % en 2022, étayée par la hausse de la demande extérieure — essentiellement en provenance de la Chine et des Etats-Unis —, la hausse des prix des produits de base et l'endigement de la pandémie. Malgré la fourniture de vaccins dans le cadre du mécanisme COVAX⁶, les difficultés d'achat et les problèmes logistiques continueront d'entraver les campagnes vaccinales.

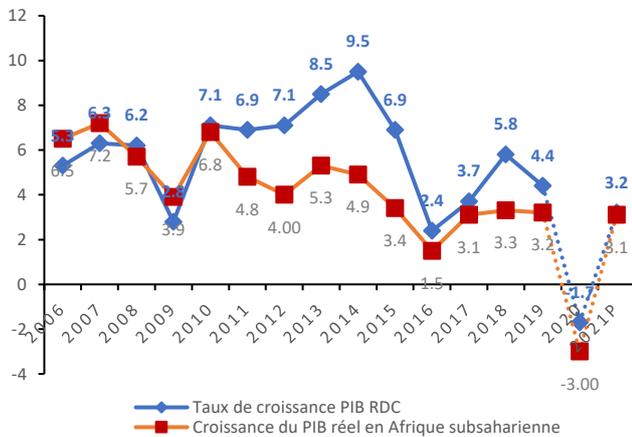
Il est à prévoir que les incertitudes politiques et les effets persistants de la pandémie retarderont d'importants investissements dans l'infrastructure et les industries extractives et freineront la reprise en République centrafricaine, en Guinée équatoriale, au Niger et au Kenya. Les niveaux de revenu par habitant en 2022 devraient être inférieurs de 4 % en moyenne à ceux observés en 2019. La situation sera particulièrement difficile dans les pays fragiles ou touchés par un conflit, avec des

⁶ Mécanisme coordonné par la CEPI (*Coalition for Epidemic Preparedness Innovations* ; en français, « La coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies »), l'alliance Gavi (anciennement GAVI pour *Global Alliance for*

Vaccines and Immunization ; en français, « l'Alliance Globale pour les Vaccins et l'Immunisation ») et l'OMS, en vue d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès juste et équitable, à l'échelle mondiale.

prévisions de production pour 2022 en recul de 5,3 % en moyenne par rapport à 2019.

Graphique 2 : Croissance du PIB réel en Afrique subsaharienne et croissance en RDC 2006-2021



Source : FMI

2. Aperçu de l'environnement économique en RDC

La RDC fait face à la troisième vague de la pandémie de Covid-19, déclarée depuis le 13 mai 2021. Pour ce, le gouvernement a renforcé les mesures barrières (port du masque obligatoire, couvre-feu imposé de 22 h à 4 h, fermeture des bars et terrasses, etc.) pour diminuer le risque de contamination et limiter la propagation du virus. Mais cette nouvelle vague vient accentuer le poids de la crise et retarde l'envolée de la croissance économique depuis la reprise des activités (post-confinement).

2.1. Contexte socio-politique : Eruption du Nyiragongo et début de la vaccination contre la Covid-19

L'éruption du Nyiragongo restera un des événements phare de ce premier semestre. Le Nyiragongo est entré en activité dans la nuit du 22 au 23 mai vers 19 h heure locale. Des lueurs rougeoyantes ont commencé à s'échapper du cratère et une odeur de soufre s'est répandue dans Goma, ville de plus de 600 000 habitants,

située sur le flanc sud du volcan, sur les rives du lac Kivu à quelque 20 kilomètres du cratère.

Cette situation a créé une panique totale suivie d'un déplacement massif des populations de la ville de Goma vers la partie ouest ; certains ont pris la direction de Kituku, Buhimba, Mugunga, Sake et d'autres Minova et Masisi.

Il faut noter que le bilan de l'éruption du Nyiragongo est nettement moins tragique qu'en 2002 et beaucoup moins qu'en 1977. Mais depuis le retour massif et progressif à partir du 29 mai à Goma, les populations déplacées rencontrent des besoins multisectoriels (articles ménagers essentiels, l'eau, l'assainissement, la protection et les abris en priorité). Mais la reprise des activités s'est faite sans détour quoique timidement avec l'appui du PAM⁷ et son partenaire World Vision International qui a accompagné la population de Goma par une assistance en vivres (maïs, huile, légumineuses et sel).

Ce premier semestre reste aussi marqué par le début de la vaccination en République démocratique du Congo. Et il faut signaler que la campagne de vaccination contre la COVID-19 a débuté depuis le 19 avril 2021. Le ministre de la Santé, les diplomates accrédités en RDC, le personnel de santé ainsi que d'autres groupes prioritaires ont reçu leur première dose du vaccin AstraZeneca aux Cliniques Universitaires de Kinshasa, lieu du lancement officiel, et aussi dans les différents sites des autres formations sanitaires de la ville-province de Kinshasa. La campagne va se poursuivre dans les 5 premières provinces actives retenues, à savoir : Haut-Katanga, Kongo Central, Lualaba, Nord-Kivu et Sud-Kivu.

Notons que près de 1,7 million de doses d'Oxford-AstraZeneca, fabriquées par le Serum Institute of India, étaient arrivées de Mumbai le 2 mars 2021 via le Mécanisme COVAX. Les vaccins attribués à la RDC contribueront à couvrir le personnel de santé et d'autres groupes vulnérables, sachant que d'autres livraisons sont attendues au cours des prochaines semaines dans le cadre d'un effort inédit visant à livrer au moins 2 milliards de doses de vaccins contre la COVID-19 dans le monde d'ici à la fin de 2021.

⁷ Programme alimentaire mondial.

À cela, il faut ajouter la grève du personnel soignant pour des arriérés de salaires et primes estimés à près de 10 millions de dollars. Il sied de préciser, cependant, que le service minimum est assuré et que les négociations avec le syndicat des médecins se poursuivent pour que la riposte face à la Covid-19 ne faiblisse point et que la poursuite de la vaccination débutée en avril se déroule au mieux.

Sur le plan politique, à la suite de la mise en place par le président Tshisekedi d'une nouvelle alliance politique baptisée « Union sacrée », l'ancien Premier ministre et le président du Sénat ont démissionné en janvier et février 2021. Le 15 février, après avoir pris la présidence tournante de l'Union africaine, Félix Tshisekedi a nommé un nouveau Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge (qui depuis 2019 dirigeait la Gécamines, l'entreprise minière nationale) et un nouveau gouvernement a été formé le 12 avril, composé de 56 membres.

Du point de vue sécuritaire, face à l'aggravation des violences dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, le président, Félix Tshisekedi, a décrété vendredi 30 avril l'état de siège dans ces deux provinces conformément à l'article 85 de la Constitution. Une ordonnance a accompagné la déclaration du chef de l'Etat RD congolais qui précise les mesures de l'état de siège (suspension des gouvernements provinciaux et Assemblées provinciales, transfert de leurs prérogatives aux autorités militaires provinciales).

Pour rappel, les populations de deux petites villes de l'est du pays (Boga et Tchabi) dans la province de l'Ituri ont été forcées de fuir leurs maisons alors que la violence des groupes armés continue de faire payer un lourd tribut aux enfants et aux familles.

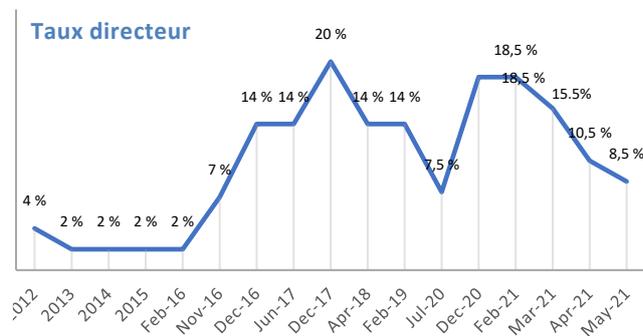
2.2 Aperçu économique : Reprise progressive de l'activité en 2021

La République démocratique du Congo (RDC) a été marquée par de nombreux événements en ce premier semestre sur le plan économique, parmi lesquels la conclusion d'un programme avec le Fonds monétaire international (FMI), première étape du décaissement d'un crédit d'1,5 milliard de dollars étalé sur trois ans et assorti d'exigences de transparence dans le secteur minier. L'enveloppe financière de trois ans soutiendra un

programme de réformes structurelles ambitieux, visant à promouvoir une croissance économique durable en intensifiant la mobilisation des recettes intérieures, améliorant la gouvernance et renforçant la politique monétaire.

La croissance économique de la RDC qui atteignait 4,4 % en 2019, avant la pandémie de Covid-19, a chuté à 0,8 % en 2020, selon les estimations de la Banque mondiale. Principal moteur de la croissance, l'industrie minière a progressé de 6,9 % en 2020 (contre 1 % en 2019) à la faveur de la vigueur de la demande chinoise. En revanche, les autres secteurs économiques se sont contractés de 1,6 % (alors qu'ils avaient progressé de 5,7 % en 2019) à la suite des restrictions de déplacements liées à la pandémie, des freins à l'activité commerciale et de la limitation des dépenses publiques. La consommation privée et les investissements publics ont reculé respectivement de 1 % et 10,2 % en 2020. Notons qu'il est attendu une croissance de 2,5 % en 2021, soit une progression de 212,5 % par rapport au score de 2020 (FMI, juin 2021).

Graphique 3 : Evolution du taux directeur



Source : BCC

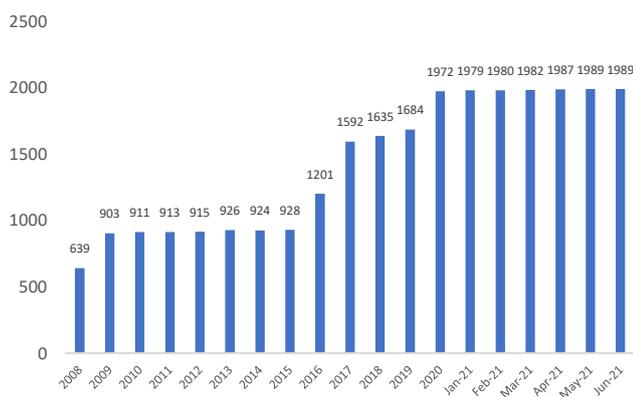
Le taux directeur de la Banque centrale du Congo (BCC) passe désormais de 10,5 % à 8,5 % à mai 2021. La baisse du taux directeur a pour but de baisser le coût de refinancement aux banques, de permettre à ces dernières de rééquilibrer aisément leurs positions et d'améliorer les conditions de leur concours à l'économie, pour ainsi redynamiser le secteur et mieux faire face aux multiples enjeux liés à la riposte face à la pandémie de la Covid-19.

Rappelons que le 16 avril, la BCC avait également revu à la baisse son taux directeur de 5 points de pourcentage, soit de 15,5 % à 10,5 %. De même,

le 12 mars dernier, l'Institut d'émission avait abaissé de 3 points son taux directeur en le ramenant de 18,5 % à 15,5 %.

Pour ce qui concerne le taux de change, en fin juin 2020, il s'est établi à 1907 CDF le dollar américain et en cette fin de semestre, il se situe à 1989. Il faut noter que depuis le début de l'année, le taux de change est maintenu stable, autour de 1985 en moyenne, avec une croissance mensuelle de 0,1 %.

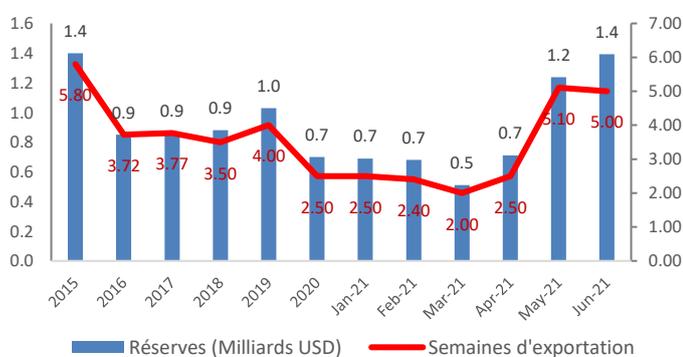
Graphique 4 : Evolution du taux de change de 2015 à 2021



Source : BCC

L'accalmie observée sur le marché de change depuis le mois d'août 2020 s'est maintenue au mois de mai 2021. Le taux de change à l'indicatif s'est établi à 1989 CDF le dollar américain en mai 2021, soit une dépréciation de 0,1 % par rapport à avril 2021.

Graphique 5 : Evolution des réserves internationales de la RDC



Le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2020 et n'a été que partiellement financé par des entrées de capitaux, ce qui a entraîné une baisse des réserves de change, mais la situation a changé depuis le mois de mars avec une hausse soutenue du niveau des réserves de change.

Entre le mois de mai et le mois de juin, les réserves de change ont connu une augmentation de 12,5 % ; cette hausse s'explique en partie par la stratégie mise en place par la Banque centrale visant tant la maximisation des achats interbancaires des devises que la baisse de leur consommation par le Trésor.

2.3. Évolution du secteur financier

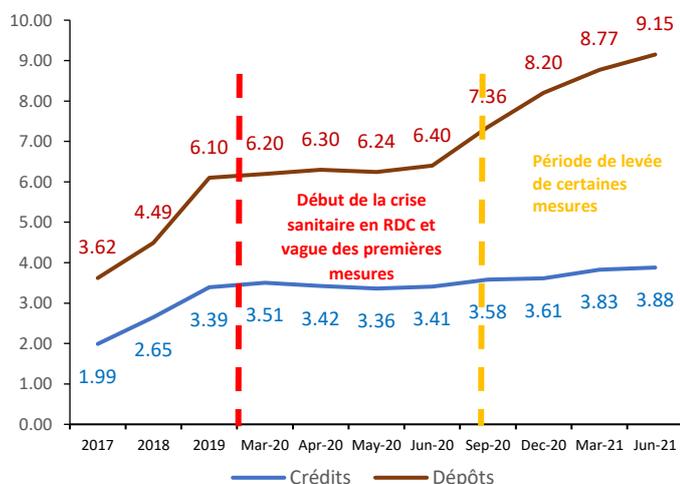
Le secteur financier a été doublement impacté par la crise sanitaire : en premier lieu, les institutions financières ont dû s'adapter, notamment, aux contraintes sanitaires qui ont eu pour effet de transformer profondément la manière dont elles géraient habituellement leurs activités, avec un développement très fort du télétravail. En second lieu, les entreprises du secteur bancaire ont été particulièrement mises à contribution : alors que la crise imposait une modification profonde de leur mode de travail, les banques ont dû faire face à des sollicitations fortes de soutien à l'économie. Cette crise aura accéléré la digitalisation du secteur bancaire et financier en poussant les organismes financiers à moderniser leurs pratiques.

Les institutions financières ont pu toutes tourner à plein régime au début du mois de septembre 2020 mais il faut noter qu'à fin mai 2021, les institutions à l'est du pays, précisément à Goma, ont dû fermer leurs portes à cause de l'éruption volcanique du Nyiragongo. Mais cela n'aura été que de courte durée, environ une semaine et demie. Et il faut aussi rajouter à ce temps mort, le temps qui s'est écoulé entre le retour de la population déportée et la réouverture des activités des clients de ces institutions pour relancer effectivement l'intermédiation financière.

De manière générale, il ressort qu'en ce premier semestre 2021, les banques commerciales ainsi que les institutions de microfinance affichent une croissance des activités soutenue.

Au niveau du secteur bancaire : il se dessine une tendance annuelle à la hausse des dépôts et de l'encours de crédit depuis 2012 et ce, malgré les chocs subis de la crise sanitaire qui n'ont pas épargné le secteur financier. À la levée des mesures de confinement, la reprise des activités a été forte avec une croissance trimestrielle moyenne de l'encours de crédit et du volume de dépôt du secteur respectivement de 8,4 % et de 24,3 %, de septembre 2020 à juin 2021 (sur base des données provisoires du secteur bancaire).

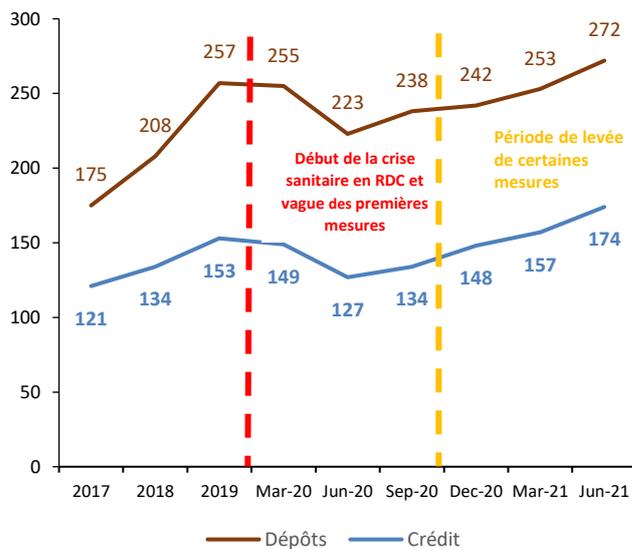
Graphique 6 : Evolution dépôts et crédits bancaires (en milliards USD)



On note une croissance du niveau d'activité par rapport à décembre 2020. L'encours de crédit et le volume de dépôt du secteur se sont établis respectivement à 3,83 milliards USD et 8,77 milliards USD, soit une croissance respective de 6 % et 7 % par rapport à décembre 2020.

Au niveau du secteur de la microfinance : En ce premier semestre 2021, le secteur de la microfinance a gardé un rythme de croissance soutenu à la suite de la reprise des activités. Celle-ci a été forte, avec une croissance trimestrielle moyenne de l'encours de crédit et du volume de dépôt du secteur respectivement de 17,58 % et de 12,4 %, de septembre 2020 à juin 2021 (sur base des données provisoires du secteur de la microfinance).

Graphique 7 : Evolution du secteur de la microfinance (en millions USD)



De 2017 à 2019, le taux de croissance moyen des dépôts du secteur est estimé à 21,2 % ; dès l'apparition de la Covid-19 et jusqu'à la levée des mesures de confinement, le volume des dépôts a sensiblement baissé, soit une baisse de 6,67 %, passant de 255 MUSD à 238 MUSD entre mars et septembre 2020. Par contre, on note une reprise à partir de septembre 2020.

La capacité de mobilisation de l'épargne dans le secteur des MPME pendant la période de crise a été impactée négativement, suite à la volonté des déposants de ne pas se retrouver en manque de liquidité si la Covid-19 devait entraîner des mesures préventives de contamination plus fortes tel que le confinement. Pour les MPME, une telle situation serait critique pour la survie de leurs activités d'où cette nécessité plus présente, pour eux, de puiser dans leur épargne pour faire face à ce risque potentiel.

En termes de crédit, le résultat est frappant et démontre réellement que la reprise des activités a été forte dans le secteur. Pour rappel, le taux de croissance annuel du volume des prêts entre 2017 et 2019 est estimé à 12,5 % mais comme pour le dépôt, le volume de prêts a connu une baisse, passant de 149 MUSD à 134 MUSD entre mars 2020 et septembre 2020. Mais la reprise a été forte, engendrant une situation remarquable malgré le risque présent lié à la perte de vitesse des activités des MPME. La volonté manifeste des IMF et des COOPEC d'accompagner les activités génératrices de

revenus vers une reprise soutenue aura permis d'atteindre un volume estimé à 174 MUSD à juin 2021 ; comparé à la situation de décembre 2020, cela représente un taux de croissance de 17,6 %.

L'encours de crédit et le volume de dépôts du secteur se sont établis respectivement à 157 MUSD et 253 MUSD, soit une hausse respective de 17,6 % et de 12,4 % par rapport à décembre 2020.

3. Activités du FPM

3.1. Focus sur les activités du FPM ASBL

Le premier semestre 2021 a été marqué par la reprise des activités après la grande crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19. Pour le FPM ASBL, cette période a été marquée par la finalisation de la mise en œuvre des activités d'assistance technique de crise lancées au mois d'août 2020. Rappelons que le programme d'assistance technique de crise mis en place par le FPM ASBL visait le renforcement de la résilience des institutions financières partenaires du Fonds face aux effets de la crise sanitaire.

Ce premier semestre a aussi été marqué par la mise en œuvre des activités d'assistance technique classique, qui visent essentiellement à répondre aux priorités de gestion des institutions partenaires suivant leurs spécificités. Au total, 15 plans d'intervention (PI) sont actifs à la clôture de ce semestre dont 7 PI de crise qui seront achevés au dernier trimestre de l'année en cours. Globalement, depuis le début de l'année 2021, le FPM ASBL a géré 33 projets d'ATD en faveur de 10 IFP.

Le FPM ASBL a réalisé au courant du premier trimestre 2021 une étude sur les effets de la crise de la Covid-19. L'étude a analysé l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les opérateurs économiques, sur les ménages et sur les acteurs du secteur financier de la RDC.

Parmi les résultats de cette étude, nous pouvons noter que 62 % des chefs d'entreprise interrogés ont déclaré que la pandémie a un impact extrêmement négatif sur leurs entreprises, et 26 % qu'elle avait un effet assez négatif. Le principal facteur cité par les chefs d'entreprise de l'impact négatif de la Covid-19 est une réduction

du niveau des ventes et du chiffre d'affaires des entreprises. 71 % des entreprises interrogées ont signalé une baisse importante de leurs revenus en juillet 2021 par rapport à la même période en 2020. Cette baisse a un impact disproportionné sur les petites entreprises : 78 % d'entre elles ont signalé une baisse de leurs revenus en juillet 2021 contre 57 % des grandes entreprises.

En termes de perspectives d'avenir, près de 42 % des chefs d'entreprise restent indécis sur les perspectives de croissance et pour la plupart, cette perplexité est liée au manque de soutien à moyen et long terme du gouvernement car les dernières mesures d'allégement remontent à avril 2020.

En termes de formations, au cours du premier semestre 2021, 3 sessions de formation portant sur le Programme national de l'éducation financière (PNEF) ont été dispensées dans 3 villes, à savoir Kananga, Kikwit et Matadi. Au total, ces sessions ont accueilli 93 participants dont 50 femmes. Le FPM a aussi lancé son programme de formation de l'année en cours à grande échelle, comportant 9 thématiques qui sont dispensées sous le format de *blended learning*. Globalement, au premier semestre, les différentes sessions ont enregistré au total 329 participants, provenant essentiellement des institutions financières, dont 33 % de femmes contre 30 % lors du programme de 2020.

Concernant les forums, le FPM ASBL a organisé deux forums, dont le premier de l'année 2021 a porté sur la Semaine Mondiale de l'Argent et s'est tenu à Kikwit. Ce forum a réuni près de 80 participants, provenant essentiellement des universités. Le second forum s'est déroulé au format de webinaire. Ce forum a porté sur « l'Etat des lieux de l'impact de la Covid-19 sur l'inclusion financière : les résultats 2020 des institutions financières ».

Il faut aussi noter que durant ce premier semestre, le FPM a effectué des travaux pour constituer sa base de données via son modèle de catégorisation. Cet outil permet de mener une évaluation sur le niveau de développement et le profil de risque des institutions, en vue de définir des appuis à mettre en œuvre en fonction de chaque catégorie. Le système de catégorisation permet également d'apprécier de manière relativement objective l'évolution du profil risque

et le développement d'une institution bénéficiant de l'appui du FPM.

Le modèle de notation est calqué sur les axes d'intervention du FPM et ces axes sont transposés dans le modèle en domaines d'analyse qui permettront, *in fine*, d'obtenir une note générale donnant lieu d'apprécier le profil de risque et le niveau de développement de l'institution selon sa forme institutionnelle.

3.2. Focus sur les activités du FPM SA

Tout au long du premier semestre 2021, le FPM SA a poursuivi ses activités de financement des institutions financières dans un environnement économique marqué par la relance des activités après le déconfinement progressif et l'atténuation des mesures de mitigation de la Covid-19.

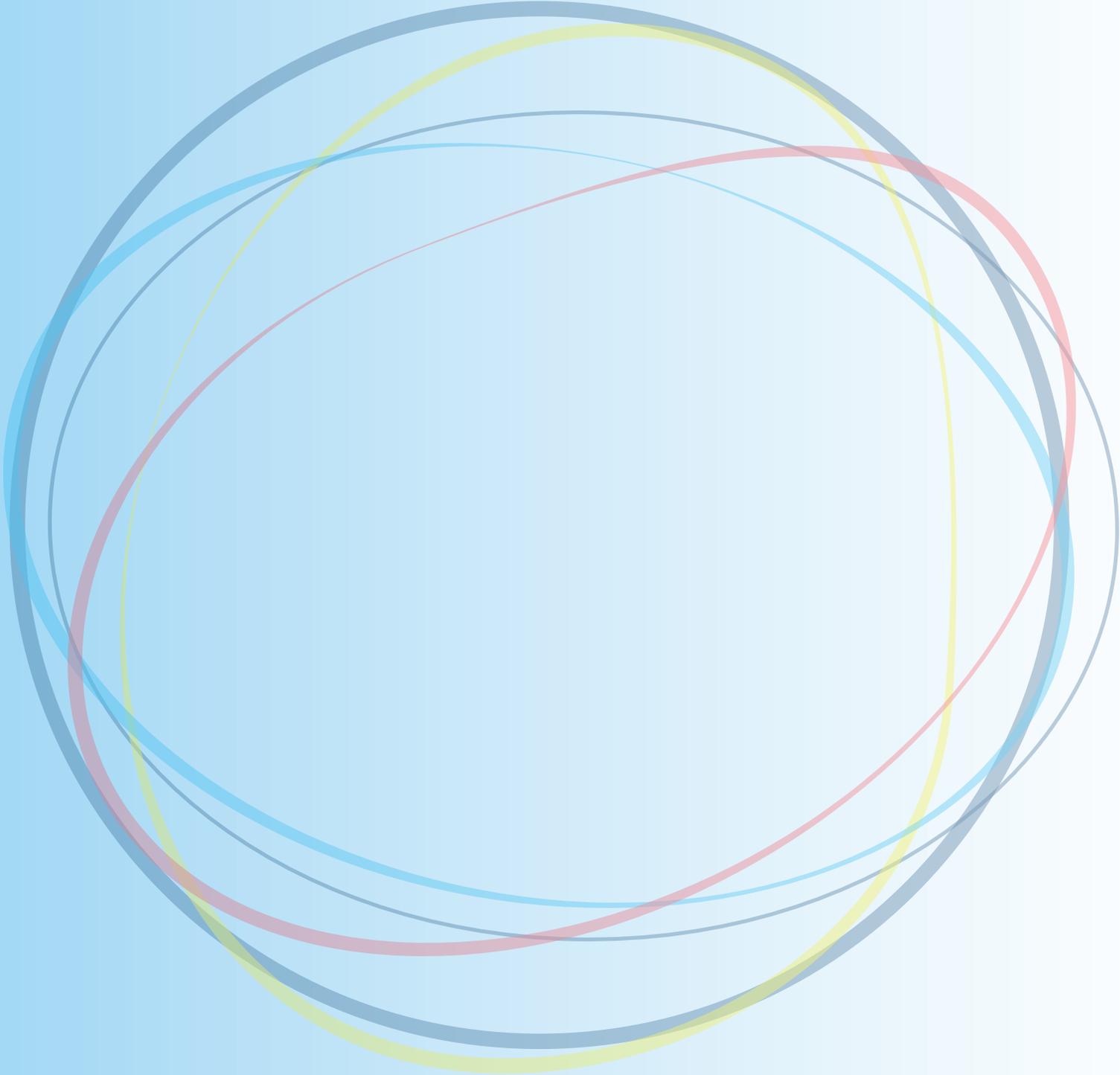
Les activités du FPM SA au cours du premier semestre 2021 ont été marquées par la signature de nouveaux contrats de prêts avec les institutions, dont une coopérative et deux institutions de microfinance.

Outre les nouveaux décaissements, le FPM SA a également procédé au renouvellement des prêts en faveur d'une institution de microfinance, pour un total de 200 000 USD, et d'une banque pour un montant de 3 MUSD.

À fin juin 2021, le volume du portefeuille de crédit s'est situé à 24,75 millions USD pour 12 institutions partenaires. Pour ces partenaires l'on dénombre cinq banques commerciales, six institutions de microfinance et une coopérative d'épargne et de crédit.

Tableau 3 : Chiffres clés du FPM au 30 juin 2021

- Portefeuille de prêts : 24,75 millions USD
- Nombre de projets : 385 depuis 2011
- Nombre de projets d'assistance technique directe (ATD) : 223 depuis 2011
- Nombre de formations : 97
- Nombre de forums : 48
- Nombre d'études de marché : 17
- Nombre de partenaires : 27 depuis 2011



KFW

cfef
Centre Français de
Coopération Économique et
Financière



Cordaid



**LA FRANCE
EN R.D. CONGO**
Unis pour avancer